

s'étaient introduits dans les sociétés, et qu'après un travail de taupes, persévérant et tenace, ils étaient arrivés à disloquer et même à prendre la direction de l'organisation elle-même.

C'est un peu ce qui s'est passé à Monceau-Mines. Les Syndicats Jaunes ont été créés dans un but excellent; mais on a commis la faute de rechercher le nombre et non la qualité des adhérents, et l'on a été étonné de voir dans le cours de la grève démissionnaires, des jaunes passer dans les syndicats rouges et faire cause commune avec eux.

Si à Tourcoing et à Roubaix, des syndicats professionnels étaient voie de formation et s'ils veulent se rattacher à l'Union fédérative de Paris, — ce que nous nous conseillons — nous ne saurions trop attirer l'attention des chefs des comités sur l'importance de connaître le fort et le faible de chacun des adhérents avant l'admission.

Le succès dépend de la qualité. C'est d'ailleurs ce qui se passe dans le parti révolutionnaire.

Nous défions en effet, à un adversaire de la France-Maçonnisme, d'entrer dans une Loge de Lille; nous le défions même d'entrer seulement dans un groupe de la Solidarité ou de la libre pensée de Tourcoing et de Roubaix.

Le 1er Mai. — Cette fête que, naguère, les socialistes collectivistes appelaient « la Fête du Travail » sans doute parce l'on suspend ce jour-là le travail dans l'industrie, tend de plus en plus à tamber dans l'indifférence générale.

A Tourcoing comme à Roubaix, les meneurs des syndicats ont jugé inutile de provoquer le moindre incident. Ils se sont bornés à annoncer que la fête serait remise au Dimanche cinq Mai. Il paraît que ce jour là, la fête sera des plus brillantes.

Delesalle à Tourcoing, Van Waeerbeke à Roubaix se signalent par des processions extraordinaires.

Discours, pétards, fusées, rien n'y manquera, et les chefs des syndicats se promettent de prendre une de ces suites, auprès de laquelle celle du père Noël a été que de la petite bière.

Mais, comme tous les ouvriers ne sont pas en situation actuellement de se piquer le nez, que les affaires ne vont pas assez bien, il est à présumer que, seuls, les grands chefs des syndicats fêteront dignement le 1er Mai.

Qu'est devenu le temps où, dans une manifestation souriante et gaie, le prolétariat passait en revue ses forces ?

Aujourd'hui, nos socialistes sont tristes et maussades.

Seul les gaudisseurs ou les pêcheurs en eau trouble, les ouvriers pensent que le situation n'est pas gaie, et que le rire n'est pas de saison. D'autre part, le prolétariat muré selon l'expression de l'un de nos grands confrères, dans l'idée de la lutte de classe, poursuit avec une obstination sombre le rêve d'une conquête sociale absolue.

Le 1er Mai a fait son temps, et à l'heure actuelle l'idée de la grève générale seule travaille les cerveaux populaires.

Nous verrons, pour en tirer la morale, ce que nos meneurs de Tourcoing et de Roubaix auront trouvé aujourd'hui pour galvaniser cette mesecod ouvrière qui pensent moins à s'amuser qu'à monter à l'assaut d'une société ébranlée par les déclamations des révolutionnaires de toutes les écoles.

Hé Lesur II — Décidément le jeune Eliacin de l'Egalité est disparu. Nous n'entendons plus parler de lui.

Notre inquiétude devient de plus en plus grande, car nous craignons que l'on nous accuse d'avoir fait disparaître le jeune et savant écrivain dans quelque sombre oubliette capitaliste.

Aussi, nous allons nous mettre à la recherche du brillant et délicat polémiste.

Hé Lesur II — Au dernier moment, on nous apprend qu'une déléguée de socialistes de Tourcoing va se rendre auprès de Lesur II, au Café Moderne à Roubaix où il a l'habitude de faire ses réceptions, pour lui demander : « Lesur, qu'a-tu fait de ton frère ? »

A propos de pâtés empoisonnés. — Une enquête a été ouverte on le sait, sur l'affaire d'empoisonnement qui a ému si vivement la population de Tourcoing.

Il s'agit de pâtés vendus par un boucher et qui auraient provoqué un certain nombre d'accidents, dont l'un s'est mortel.

Nous ignorons encore les résultats de l'enquête, mais nous croyons devoir attirer l'attention des services municipaux sur la vente des débris innombrables, que certains marchands vendent à la population ouvrière sous forme de boulettes ou de pâtés.

Il existe dans les bouchers un inspecteur de la boucherie, lequel a pour mission de vérifier toutes les viandes et de n'en permettre la vente qu'après l'avoir marqué d'un timbre spécial.

Les bêtes ou les viandes contaminées sont saisies et enfouies dans la terre.

Méheureusement, ce service d'inspection ne peut se faire dans les boucheries. Or, il peut arriver, il arrive même des cas où des marchands vont utiliser tous les restes, ramassés sur leur billot, sur leur table, tous les débris qui s'y trouvent, et les mettent de côté, jusqu'à ce qu'ils jugent à propos de les faire cuire et de les convertir en boulettes.

On sait que la viande corrompue est un poison. Les débris exposés à l'air sont visités, surtout dans la bonne saison, par des quantités de mouches; ils sont infestés de miasmes, de microbes de toute nature. Et cependant, on les vend à la population ouvrière comme une nourriture saine.

Est-il surprenant, dans ces conditions, de voir se produire des accidents dans le genre de celui de Tourcoing.

Après le résultat de l'enquête, il serait bon que M. le Maire de Tourcoing prit un arrêté engageant les bouchers de ne vendre au public que des viandes dont ils peuvent répondre de la salubrité et de cuire le jour même et non deux, trois, quatre, et même quelquefois cinq jours après les restes de viande qu'il veut écouler à bas prix à la population ouvrière.

Ce serait une mesure qui, croyons nous, serait bien accueillie partout, non pas que nous excisions en l'espèce, le boucher d'être responsable des accidents qui se sont produits dernièrement, mais parce que la prudence est aujourd'hui comme hier, la mère de la sûreté.

Pour la France, pour la Patrie. — Peuvr France, depuis deux ans, elle tombe en décadence, elle, jadis si belle et si grande; elle, la première nation du monde, la voilà descendue au rang des plus petites puissances de l'Europe. Des traites la re-

nient et chantent l'Internationale dans les rues et cherchent par tous les moyens possibles la désorganisation de son armée qui n'est en somme que la nation ramassée et debout pour assurer sa propre durée.

Pour la relever, il ne faut pas nous décourager, il est temps de nous opposer par tous les moyens possibles à la tyrannie qui nous menace, car nous devons nous défendre à toutes les lâchetés de la part des parlementaires qui nous gouvernent.

L'absurdité d'une pareille situation commença à être plus vivement sentie. Waldeck-Millierand, en ont trop fait. Les derniers événements ont dessillé les yeux et gonflé le cœur de colère des bons patriotes qui ont vu l'armée, rempart de la patrie, devenue l'objet de la défiance et de l'hostilité du gouvernement.

Pour la France et pour la Patrie les patriotes groupés autour de notre emblème aux trois couleurs qui ont mené nos braves troupiers à la victoire, veulent une république honnête et obscuro aura la liberté de ses actions, ils veulent la république du peuple et non pas une république composée de juifs de francs-maçons et de panamistes exploitant l'ouvrier au profit de leur coffre-fort et de l'étranger.

Pour combattre ces internationalistes qui nous gouvernent, les patriotes de tous les partis doivent marcher les rangs serrés avec les hommes qui ont au cœur l'amour de la patrie et le respect de cette armée si nécessaire à la défense de notre pays.

De cette façon j'espère que la France, la vraie France, celle qui compte tant d'hommes intelligents, laborieux et honnêtes, tant de femmes dévouées, tant de familles vertueuses tant de braves et loyaux soldats, tant d'ouvriers et de paysans aimant vraiment leur pays, finira par triompher de la bande des politiciens camoufflés qui l'exploitent, par établir la vraie République du peuple et par relever son pur et glorieux drapeau.

G. REINUEM. Membre de l'Avant-Garde.

La Marlière. — La commission de la société chorale l'Echo de la Frontière, a le plaisir d'informer les membres exécutants que la photographie de la société qui avait été confiée à M. Dubus fils, photographe, rue du Haze, a parfaitement réussi.

Cette photographie est exposée à la vitrine de M. Petit-Callois, chapelier, rue de la Croix-Rouge, et à la vitrine de M. Lebrun, encadrer, rue du Tilleul.

Pour les sociétaires qui désiraient en faire l'acquisition, les portraits seront à leur disposition dimanche 5 mai prochain, au local de la société.

UNION SOCIALE & PATRIOTIQUE

Convocations

Réunion mensuelle des adhérents du quartier de Brun-Pain, samedi 4 mai, à huit heures et demie du soir, au Vert-Baudet, rue de Paris.

Réunion mensuelle des adhérents du quartier de la Croix-Rouge, dimanche 5 mai, à onze heures du matin, à l'Hotel des Pompiers, rue de la Croix-Rouge.

Réunion mensuelle des adhérents du quartier de la Marlière, dimanche 5 mai, à cinq heures du soir, chez J. Delberghé, rue Achille-Tostelin.

UNION SOCIALE & PATRIOTIQUE

Cercle d'Etude Sociale de L'AVANT-GARDE

La réunion du samedi 27 avril, a été consacrée presque tout entière à une causerie sur la Liberté sous le régime parlementaire.

Nous ne nous occuperons pas aujourd'hui de ce sujet, qui entre plutôt dans les questions politiques que sociales et nous donnerons la suite de la conférence sur la Famille.

J. W.

La Famille

(suite)

J'estime qu'il faut savoir approuver les progrès accomplis par le nouveau régime et reconnaître les libertés et les avantages que la révolution a apportés à l'ouvrier. Cependant si la vie civile et maternelle s'est améliorée si le travailleur a enfin conquis la place qui lui revenait sous le soleil si à vu grandir sa dignité de citoyen il faut bien avouer que par contre son bonheur moral s'est singulièrement affaibli et que la misère l'a profondément dégradé.

Où sont encore pour lui les joies du foyer? ces joies simples et naïves d'autrefois dont nos parents se plaisent à nous retracer parfois le tableau ému. Et cette vie de famille, ordonnée et heureuse, se retrouvait chaque jour, à chaque instant pour chacun de ces membres. Le père et les enfants s'occupaient à la maison du tissage à la main, on s'en allait ensemble travailler à un même champ le midi c'était le repas en commun autour d'une table préparée par une main tendre et laborieuse. On fuyait domestique des peuples chrétiens que vous étiez beau elars dans votre naïve splendeur. Telle était Messieurs la vie ouvrière il y a 60 ans, dans notre bonne ville de Tourcoing vic. Aujourd'hui il n'en est plus de même, l'envie a plissé tous les fronts et allumé tous les yeux. L'ouvrier ne trouve plus dans son foyer la part de bonheur qui l'y attendait autrefois. Entrez d'ailleurs dans son intérieur vous n'y trouverez plus l'autorité et l'amour mais l'insubordination et l'égoïsme. Le père a perdu la notion de ses droits et de ses devoirs. Aux entraînements du dehors; il se fait dans le foyer un agent de corruption et de la démoralisation. Là des enfants ingrats méconnaissent les immenses bienfaits d'un père et d'une mère vivent en étranger sous un même toit se taillant une heure et un vie à part; on trouve même des jeunes gens de 18 à 20 ans, pour prétendre payer leur pension dans la maison paternelle et des parents assez faibles pour supporter un pareil régime trop heureux d'ailleurs que leurs fils ou leurs filles ne descendent pas comme tant d'autres du foyer.

Peut-il nous étonner d'un pareil état de choses, mais il est la conséquence logique et fatale de notre organisation industrielle et sociale? La moitié, le fils est séparé du père, la fille de la mère, l'époux de l'épouse, tous sont jetés à l'usine au milieu d'un monde immoral. Je n'insisterai pas, Messieurs, sur les effets désastreux de ce contact malsain, pour les intelligences il suffit de prêter l'oreille à une conversation de la rue pour être effrayé de la profondeur de la corruption dans la classe ouvrière. Si tout au moins la déuce et farte influence du foyer venait relever ces âmes dégradées mais la famille n'existe plus les 12 à 13 heures du travail et d'absence journalière du père et de la mère. l'ont détruit.

Quand à 7 heures du soir, les parents rentrent épuisés de fatigues qu'y a-t-il de prêt pour les enfants et pour eux-mêmes? La maison a été vide toute la journée personne n's gardé aux soins les plus élémentaires de la propreté. Le foyer est mort, la tête alourdie, les membres brisés, chacun s'en va coucher pour reprendre demain la même vie laborieuse et alourdisante. Arrive le dimanche, un grand nombre le passa dans lorgie et la débauche c'est le jour de Bacchus avec ses conséquences désastreuses: voilà Messieurs la famille ouvrière telle que les manufactures nous l'ont faite. Ah! sans doute on trouve encore des exceptions; il nous est quelque fois donné d'assister à des scènes édifiantes qui rappellent la vie d'autrefois et qui apportent au cœur la consolation et l'espérance; mais, hélas; presque partout, la religion et l'amour sont disparus pour faire place à la haine et à l'impitié.

Vouslez-vous quelques chiffres, Messieurs, peut-être seront-ils utiles, car chaque jour nous sommes dans la rue, dans l'atelier, dans la mansarde témoins des progrès de la misère. Eh bien, durant la seule année 1897, le chiffre des indigents assistés par le bureau de bienfaisance de Tourcoing, était de 6.919. Si bien qu' sur une population de 75.000, on compte 10 0/0 de pauvres gens incapable de se subvenir par eux-mêmes 6.900 individus qui passent leur vie dans une effreuse nuit morale qui naissent sans espérances qui vivent sans joie, qui s'endardent dans une mort honteuse et misérable! Quelle douloureuse pensée. Et cependant Messieurs la misère conséquence habituelle de l'inconduite est aussi bien souvent le terme fatal auxquels aboutissent les familles nombreuses les plus honnêtes! J'ai pu établir le budget moyen d'un ménage ouvrier de 4 personnes et il résulte des chiffres même que l'aumône est pour le plupart une nécessité inévitable. Pardonnez Messieurs, des détails un peu terre-à-terre, mais il est bon de se faire une juste idée des besoins de la vie voici dans sans exagération pour une famille composée du père et de la mère et de deux enfants. Le prix des loyers est de 15 à 25 par mois, pour un logement convenable il faut mettre au moins 20 francs.

Donc, loyer 20 00 Huile et vinaigre, 3 00 Pain, 63 kil. 18 70 Sal. poivre, 0 50 Viande, 30 00 Bière, 0 00 Beurre, 6 00 Charbon, 0 00 Légumes divers, 2 50 Eau, 1 00 Café, 0 00 Blanchissage, 2 50 Lait, 9 00 Vêtements, 13 00 Chicorie, 1 60 Ensemble: 133 40

C'est au bas mot 125 fr. par mois qu'il est nécessaire à une famille pour se subvenir très modestement Messieurs, en effet si vous voulez bien discuter les chiffres vous verrez qu'en réalité il faut bien 130 à 140 francs. Vous avez d'ailleurs pu remarquer que nous n'avons tenu ici aucun compte de dépenses diverses. Sinon de première nécessité pour la vie purement matériel, du moins indispensables à la vie morale, tabac, rafraichissements, trains, menus, plaisirs, cadeaux aux enfants, achat de journaux en un mot ce que dans la vie on appelle le courage. Or, disait Monsieur, J. Simon celui qui ne sait pas faire la part du courage celui-là est indigne de dresser le budget d'une petite maison! Eh bien avec une dépense forcée de 130 francs par mois pour 4 personnes. Savez-vous ce qui entra en moyenne comme salaire dans une famille ouvrière le gain total varie de 100 à 110 francs par mois. Aussi toutes ces familles peuvent-elles se suffire à elles-mêmes! l'expérience vient donc confirmer la démonstration des chiffres. Arrive encore le chômage, les maladies, les accidents et la vieillesse; il faut tendre la main sur la voie publique ou finir sa vie dans une salle d'hospice ou d'hôpital. Je vous disais, tout à l'heure que la misère est souvent la conséquence du vice; vous le voyez c'est une vérité d'observation qu'il ne faudrait pas ériger en principe. Ce qui est vrai c'est que la misère s'attaque surtout aux familles nombreuses même les plus respectables et les plus économes et qu'elle y produit presque toujours la démolition l'impitié et la révolte. Ah! je comprends la douleur et le ressentiment de l'ouvrier qui compare la vie de ses miaches à celle des enfants riches et élégants quant ils donc fait Messieurs, ces innocents qui n'ont pour nourriture que du pain sec et de l'eau qui passent la nuit à gresser O mystère profond les uns dans l'abandon et jettent le pain aux chiens les autres sont condamnés à vivre des débris que la pitié des passants veut bien leur laisser. Ainsi Messieurs, si la raison n'était pas là pour nous rappeler que la vie d'ici-bas n'est pas le tout de l'homme le cœur se révolterait à d'aussi tristes spectacles, le règne de l'égalité deviendrait un idéal sacré. Mais non Messieurs, la raison et la foi nous disent que la pauvreté est éternelle. Je n'insisterai pas sur le rôle néfaste joué par l'Etat vis-à-vis des familles vous savez combien cette institution a été battue en brèche par le législateur moderne loi du divorce loi de succession établissement des cantons scolaires des crèches maternelles tout cela est l'application d'un fameux écrivain J. J. Rousseau.

L'Etat n'est qu'une collection d'individus. La secte n'a pas non plus été étrangère à la déchéance du foyer après avoir pagané la société par ses fêtes, ses livres, ses journaux, elle s'est attachée à l'enfant par l'école à la femme par le roman à l'homme par les réunions des meneurs, l'idée de famille n'a pu résister à tant d'assauts et l'on trouve de nos jours un grand nombre d'ouvriers qui sont prêts à accepter toutes ces idées c'est-à-dire l'anéantissement définitif et complet du foyer et le dernier degré de l'abrutissement humain.

Maintenant, Messieurs, que je vous ai indiqués toutes les misères de l'ouvrier je vous indiquerai dans une prochaine séance les moyens de les combattre.

L'ESPRIT DES AUTRES

Les histoires de chasse sont toujours de saison. Priveteste, invité par un de ses amis à ouvrir la chasse dans la vallée de Montmefency; il part armé d'un superbe fusil et muni d'une immense carnassière.

Privat et son ami battent les champs avec un ardeur de néophytes, et le soir venu, ni l'un ni l'autre, on le devine, n'avait touché à son inépuisable provision de poudre et de plomb.

L'ôte, dépité de n'en revenir bredouille, aperçoit un corbeau à la lisière du bois, presse la détente et manque le volatile.

— Que diable, fais-tu donc? lui dit Privat; tu t'en prends aux corbeaux maintenant?

— Pourquoi pas? C'est excellent dans la pot-au-feu!

Privat ne dit rien; mais, à quelques pas plus loin, il avise un bœuf tranquillement occupé à brouter l'herbe d'un champ, apeulo son fusil, et pan! pan! il fait feu de ses deux coups, sans atteindre la bête.

— Tu es donc fou, Privat, de tirer sur un bœuf! C'est que, vois-tu, c'est ça qui est encore bien meilleur dans le pot-au-feu!

Aperçu de la façon toute patriarcale dont la justice est quelquefois rendue aux Etats-Unis: L'inculpé. — Monsieur le juge, c'est ma première affaire.

— Eh bien! John, pour une première fois, vous y êtes allé de bon. Il a fallu vous amener en voiture au violon. Qu'est-ce que vous êtes?

— Un pauvre pêcheur, pour aervir Votre Honneur.

— Non, je vous demande votre profession.

— Charpentier.

— Vous avez été trouvé couché dans la rue? — Ne m'en parlez pas, mon juge!

— Combien d'enfants? — Deux.

— Je vous punir.

— Sévèrement? — Cinq dollars.

— Oh!

— J'aurez dû dire dix dollars.

— Ah!

— Vous payerez? — Oui!

L'affaire était jugée et on passa à une autre cause.

ROUBAIX

Les taxes de remplacement. — Le mouvement de protestation contre les taxes de remplacement s'accroît de plus en plus.

La Chambre de commerce, se plaçant au point de vue industriel, s'est élevée contre un projet qui atteint si gravement l'industrie de Roubaix dans ses œuvres vives.

Le petit commerce à son tour, considérant la décision du conseil municipal comme contraire à ses intérêts, après l'initiative d'une pétition que chacun s'empresse de signer dans les établissements publics.

Quant aux ouvriers, leur mécontentement n'est pas moindre, quoiqu'ils ne comprennent pas tous la portée de l'acte municipal; mais ils se rendent compte instinctivement que si, d'après le projet, les loyers de un à deux cents francs ne paieront pas de taxe, ils n'en subiront pas moins le contre coup des charges imposées soit aux propriétaires, soit au petit commerce.

Il est surtout une question sur laquelle il est bon d'insister, car elle intéresse directement l'industrie qui constitue la seule source de fortune de Roubaix.

Le projet municipal demande 350 mille francs sur les moteurs industriels et 45 mille francs sur les rues particulières.

Or, dans aucune ville on n'a vu établir avec une telle légèreté des impôts de cette nature.

Frappé d'imposition le moteur industriel, c'est-à-dire, l'outil qui fait marcher l'usine, c'est là une de ces choses monstrueuses que seuls des révolutionnaires peuvent trouver.

Frappé d'imposition des rues particulières c'est-à-dire, gêner ou empêcher l'extension d'une ville, n'est-ce pas de l'aberration?

Le moteur industriel est l'outil qui, par le fait du progrès, a remplacé les instruments primitifs. C'est lui qui assure la vie non seulement à l'industriel lui-même, mais au grand nombre des employés et des ouvriers.

En croire imposer le patron seul, le conseil municipal, dans sa folie frappe donc en même temps le personnel de l'usine tout entier.

Il n'y a pas de raison qu'il n'impose pas également la bêche du jardinier, le tranchet du cordonnier, le pinceau du plâtrier et le diamant du vitrier.

On prétend que l'industrie de Roubaix comme celle de Tourcoing d'ailleurs, contient les eaux de l'Esperie et qu'il est nécessaire en conséquence que l'industrie paye l'épuration de ces eaux.

Ce n'est pas l'industriel seul qui doit payer, mais la ville toute entière dont la prospérité est due exclusivement à l'industrie.

Tout le monde ici vit de l'usine, ou du moins du travail de l'usine. S'il n'y avait pas d'industrie à Roubaix, cette ville deviendrait une petite bourgade. Marchands, cabaretiers, ouvriers de tous corps d'état ont donc intérêt à maintenir la prospérité de leur cité, sinon, que feront-ils?

Admettons, qu'à la suite de vexations, de charges excessives, l'industrie parte du pays. Cela s'est vu dans d'autres régions. Que deviendront les cent et quelque mille employés et ouvriers de Roubaix?

Front-ils casser des pierres sur la grande route? Les places sont prises.

Dans ces conditions, le projet municipal ne tient pas debout.

C'est à n'y pas croire. Demander 350 mille francs à des industriels, quand on sait pertinemment qu'ils subissent à l'heure actuelle une crise grave, qui a déjà jeté sur le pavé un grand nombre d'employés et d'ouvriers!

En vérité, il faut être fou ou arriver de Pampelune ou de Fossily-les-Oies pour venir proposer à un conseil municipal des taxes aussi monumentales en un mot pour tuer à Roubaix la poule aux œufs d'or.

Il en est de même pour les rues particulières, dont le conseil frappe déjà la valeur locative des immeubles, et qui semble avoir pris à tâche d'empêcher le développement de Roubaix.

Nous comprenons que les contribuables ne soient pas satisfaits, et nous espérons, dans le cas où le gouvernement se refuserait à écouter leurs doléances qu'ils prendront vis à vis de conseillers municipaux oublieux de leur mission des mesures plus énergiques qu'une simple pétition.

Au Bureau de Bienfaisance. — Nous avons toujours crié jusqu'ici que les membres du Bureau de bienfaisance de Roubaix étaient en majorité de braves gens, et nous le croyons encore, mais à coup sûr, ce ne sont point des gens braves et il serait bien nécessaire de les envoyer à Croix pour prendre des leçons de éranerie et de fermeté auprès de leurs énergiques collègues de cette ville voisine.

Il y a un mois, les dits administrateurs nominaient, comme concierge de la boulangerie de la rue Pellart, un ancien agent de police retraité, père de famille, muni des meilleures références et ayant fourni toutes les garanties valables, tant d'honnêteté et de travail que d'instruction, puisque le secrétaire du Bureau avait été chargé de lui faire passer un examen préalable.

Au bout d'un mois, on le remercie purement et simplement, sous prétexte que son style est insuffisant, que son écriture n'est point parfaite et que ses calculs laissent à désirer. Il nous semble que, le reproche fut-il exact, il est un peu tard pour s'apercevoir de ces défauts et que l'examen préalable aurait dans ce cas été fait avec une bien grande légèreté.

Mais la raison est tout autre. Il s'agit, en effet, purement et simplement d'une mesquine rancune politique de Carrette et de la clique collectiviste.

Le concierge en question était autrefois agent de la sûreté et, comme tel, il eut le malheur de déplaire à la bande municipale parce qu'il faisait trop exactement son service; d'où grande colère. Ayant égi en honnête homme et signalé les tripotages qui se préparaient, il fournit un prétexte valable pour le punir et, en l'accusant d'avoir fait une enquête pour des particuliers, Carrette le remit agent arduinaire.

Faisons remarquer en passant que d'autres agents de la brigade ont commis des fautes beaucoup plus graves dans leur service et sans cependant restés en fonctions, bien mieux on leur a donné de l'avancement; mais, ils avaient su trouver à propos un appui chez les frères et amis.

Maintenant cet ancien agent est à la retraite, mais cela ne suffit point à apaiser les haines odieuses des collectivistes et ils entendent lui interdire l'accès à toute fonction rétribuée, si modeste soit-elle. La liberté, l'égalité et la fraternité socialistes exigent qu'il meure de faim avec sa famille pour apprendre qu'un ouvrier et un salarié n'ont qu'un devoir et qu'un droit: adorer Barbaud et lecher... les pieds d'Hiuri. Hora de la Paix, point de salut!

Aussi ne sommes-nous nullement étonné que Carrette se soit opposé à l'admission de cet agent, comme concierge de la Boulangerie du Bureau de Bienfaisance: cette vilénie est digne de l'auteur du scandale de la place du Calvaire. Mais ce qui nous a étonné et alligé profondément, c'est de voir la majorité du Bureau de Bienfaisance courber l'échine devant le tyranisme de la mairie et subir les fantaisies grotesques et monstrueuses du cabaretier municipal. Nous pensions que ces messieurs avaient un peu plus de caractère et qu'ayant fait un bon choix, ils sauraient le défendre envers et contre tous. Si nous ne craignons de froisser de braves gens, nous les taxerions de plouterie; nous préférons nous contenter de leur indiquer encore une fois l'exemple des administrateurs de Croix et de les engager à aller y apprendre comment on musèle un maire... mal emboûché.

G. LCEL.

Un scandale à la Maternité Boucaut. — Nous étions avertis depuis quelques jours, que tout n'allait pas pour le mieux à la Maternité Boucaut.

On nous avait appris que le personnel masculin avait été déplacé ou révoqué tout entier.

Que s'était-il donc passé?

Le Journal de Roubaix, renseigné comme nous, a voulu demander des explications aux personnes directement intéressées.

Parmi ces dernières se trouvent précisément M. Delcourt, directeur et M. le Docteur Delattre, chargé du service médical dans l'établissement.

D'après M. Delcourt, l'Assistance publique de Paris dont dépend la Maternité Boucaut, a dû prendre une mesure de rigueur contre l'administration parce que le Directeur, sur la demande de M. le Docteur Delattre, aurait admis en traitement à la Maternité, une jeune fille, ou plutôt une véritable enfant, âgée de moins de 13 ans.

Le fait est, en effet, des plus graves, car, il indiquerait de la part de l'un ou de l'autre de ces Messieurs un intérêt personnel à faire soigner cet enfant ou à la cacher pendant les couches.

M. Delcourt affirme que la demande a été formulée par le Docteur Delattre.

Le Docteur Delattre dans sa réponse à notre confrère se défend; il ne répond en aucune façon aux questions qui lui ont été posées; il se retranche tout simplement derrière une question de secret professionnel et d'administration.

Ce n'est pas fort comme argument. Une enquête est ouverte; il faudra bien que l'inspecteur de l'Assistance publique arrive à savoir comment une enfant de treize ans a pu entrer à la maternité Boucaut, et cela malgré les termes absolus du règlement.

Il sera nécessaire aussi, que l'inspecteur sache s'il est vrai, comme le dit M. Delcourt, que le Docteur Delattre, en demandant l'admission de la fille mère à la maternité Boucaut, a refusé de donner son état civil, et si le jour de la naissance de l'enfant, mort né, le praticien a offert du champagne au personnel laïque de l'établissement...

Nous sommes à peu près convaincus que M. Delattre cherchera à rejeter la responsabilité sur M. Delcourt; mais, il sera bon de connaître le rôle excessivement important qu'a dû jouer ce médecin dans cette affaire.

Attendons-nous à une levée de rideaux pour sauver cet ami en mauvaise posture.

Nous nous attendions à trouver déjà dans l'Egalité et dans l'Avenir, une apologie du Docteur Delattre. Nos confrères se sont abstenus jusqu'à présent; mais, nous ne perdrons rien pour attendre. Nous sommes persuadés qu'ils trouveront dans leurs cerveaux des explications que le Docteur a été si embarrassé de donner dans l'interview qu'il a subie.

Les dremes de l'alcaïmisme. — Le quartier populaire de la rue des Longues Haies a été mis en émoi dans la soirée de Vendredi dernier par un drame épouvantable.

Un sieur Penoy Louis, sujet belge, et alcoolique invétéré, rendait depuis longtemps sa femme très malheureuse à cause de ses changements fréquents, conséquence naturelle de ses habitudes d'intempérance.

La malheureuse, Jeanne Naems, avait, au contraire, une conduite irréprochable, et comme cela n'arrive que trop souvent chez les femmes des ouvriers buveurs, elle était la première victime de l'inconduite de son époux.

Dernièrement, la pauvre femme partit pour Gand, pays d'origine de son mari, dans l'intention d'y chercher du travail.

N'en trouvant pas, elle revint au bout de huit jours et reprit ses occupations dans l'usine de MM. Bury et Mathon, rue du Fonteyou.

Penoy partit à son tour pour Gand, voulant s'y placer comme chef d'équipe, mais il ne trouva pas de place; alors il écrivit à sa femme de le rejoindre en la menaçant, si elle n'obéissait pas immédiatement, de la tuer.